



**PRÉFÈTE  
DE LA MAYENNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement des  
Pays de la Loire**

Unité inter-départementale Anjou Maine  
Pôle Economie Circulaire  
Rue du Cul d'Anon - Parc d'activités Angers/Saint Barthélémy  
- CS80145  
49183 SAINT-BARTHELEMY D'ANJOU

Saint Barthélémy d'Anjou, le 31 mai 2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 11/05/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

### **COSYNERGIE53(SMECO) CVED Conseil départ**

Hôtel du Département  
39 rue Mazagran  
53000 Laval

Références : EC-2023-273-INSP-COSYNERGIE 53-Pontmain-RAP

Code AIOT : 0006302155

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/05/2023 dans l'établissement COSYNERGIE53(SMECO) CVED Conseil départ implanté Les Basses Ansquillières 53220 Pontmain. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection fait suite à l'effondrement d'un silo de REFIOM qui a eu lieu dans la soirée du dimanche 7 mai 2023. Le déversement de REFIOM est resté localisé à l'intérieur du bâtiment sans exposition extérieure.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- COSYNERGIE 53(SMECO) CVED Conseil départ
- Les Basses Ansquillières 53220 Pontmain
- Code AIOT : 0006302155
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société COSYNERGIE 53 exploite une unité de valorisation énergétique. Au titre de la réglementation sur les installations classées, la société COSYNERGIE 53 a été autorisée par arrêté préfectoral du 03/05/2013, complété par l'arrêté complémentaire du 16/04/2020.

Pour l'exploitation de l'usine, il existe une délégation de service public au profit de SUEZ.

Le thème de visite retenu est le suivant :

- accident du 7 mai 2023

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Incident/Accident	Arrêté Préfectoral du 03/05/2013, article 3.3.6	/	Sans objet
2	Résidus d'épuration des fumées	Arrêté Préfectoral du 03/05/2013, article 7.8	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Réseaux, canalisations et équipements	Arrêté Préfectoral du 03/05/2013, article 10.2.4	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées n'a pas constaté de faits susceptibles de suites lors de cette inspection.

L'exploitant informera l'inspection des installations classées les actions engagées avant le redémarrage des activités.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Incident/Accident

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/05/2013, article 3.3.6
<b>Thème(s) :</b> Autre, Incident
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de ses installations qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts protégés par le code de l'environnement. Le rapport d'accident ou, sur demande le rapport d'incident, précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme. Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> L'effondrement du silo de REFIOM a eu lieu le dimanche 7 mai à 21h16. L'exploitant a eu le réflexe d'appeler la préfecture et l'astreinte de la DREAL a également été avertie. Le lundi 8 mai, un premier rapport d'accident a été transmis par l'exploitant. Ce rapport va être complété au regard des investigations qui ont pu démarrer jeudi 11 mai, après le nettoyage des 35 tonnes de REFIOM et la sécurisation des lieux. Le déversement de REFIOM est resté localisé à l'intérieur du bâtiment sans exposition extérieure.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 2 : Résidus d'épuration des fumées

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/05/2013, article 7.8
<b>Thème(s) :</b> Autre, REFIOM
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les REFIOM produits par l'usine d'incinération sont comptabilisés et font l'objet d'un suivi d'évolution des flux produits. Le volume stocké sur le site n'excédera pas 140 m <sup>3</sup> . Ils sont régulièrement éliminés dans une installation classée adaptée dûment autorisée. Leur composition fait l'objet d'un contrôle dont la périodicité est a minima trimestrielle.
<b>Constats :</b> Les REFIOM des 2 lignes d'incinération sont stockés dans un silo de 60 tonnes. Lors de l'effondrement, le silo contenait 35 tonnes de REFIOM.
Les REFIOM font l'objet de mesures périodiques. Les résultats des dernières analyses du 1er trimestre 2023 ont été présentées par l'exploitant et sont conformes pour un enfouissement en

centre de stockage de déchets dangereux.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : Réseaux, canalisations et équipements

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/05/2013, article 10.2.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Réseaux, canalisations et équipements
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les réseaux, canalisations et équipements (réservoirs, appareils et machines) satisfont aux dispositions réglementaires imposées au titre de réglementations particulières (équipements sous pression, appareils de levage et de manutention...) et aux normes homologuées au moment de leur construction ou de toute modification notable. Ceux qui ne sont pas réglementés sont construits selon les règles de l'art.</p> <p>Les matériaux employés pour leur construction sont choisis en fonction des conditions d'utilisation et de la nature des fluides contenus ou en circulation afin d'éviter toute réaction dangereuse et qu'ils ne soient pas sujets à des phénomènes de dégradation accélérée (corrosion, fragilité...).</p> <p>Lors de leur installation, ils font l'objet de mesures de protection adaptées aux agressions qu'ils peuvent subir : actions mécaniques, physiques, chimiques, chocs, vibrations, écrasements, corrosions, flux thermiques... Les vannes portent leur sens de fermeture de manière indélébile.</p> <p>Les réseaux ainsi que les tuyauteries et câbles franchissent les voies de circulation sous des ponceaux ou dans des gaines, ou sont enterrés à une profondeur convenable. Ils sont conçus pour résister aux contraintes mécaniques des sols.</p> <p>Les réseaux, notamment les secteurs raccordés, les regards, les points de branchement, les canalisations et les organes de toutes sortes ainsi que les équipements, sont entretenus en permanence. Ils font l'objet d'une surveillance et de contrôles périodiques appropriés qui donnent lieu à des enregistrements tracés afin de garantir leur maintien en bon état. Il est interdit d'intercaler des tuyauteries flexibles entre le réservoir et le premier robinet ou clapet isolant ce réservoir.</p> <p>L'ensemble de ces éléments est reporté sur un plan régulièrement mis à jour.</p> <p>Ils sont faciles d'accès et repérés par tout dispositif de signalisation conforme à une norme ou une codification usuelle permettant notamment de reconnaître sans équivoque la nature des fluides transportés (plaques d'inscription, code des couleurs...).</p> <p><b>Constats :</b> Les REFIOM sont stockés dans un silo en acier de 140 m<sup>3</sup>. Une inspection visuelle de ce silo a été réalisée par le Bureau Veritas le 12/09/2022.</p> <p>Les conclusions du bureau d'études indiquent que :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'inspection externe du silo REFIOM n'a permis de déceler aucune non-conformité notable dans les parties visibles et accessibles. Il est en bon état général.</li> <li>- le calorifuge en place et en bon état général et étanche,</li> <li>- la structure métallique est en bon état général : absence de déformation, absence de corrosion, bon état général des ancrages et massifs.</li> </ul> <p>Le site comporte un silo REFIOM pour les deux lignes d'incinération. Il est donc constamment utilisé. Les 1ères investigations qui ont eu lieu après accident montrent que l'intérieur du silo était corrodé. Des actions correctives devront être proposées par l'exploitant pour garantir son maintien en bon état avant remise en service. Le suivi du vieillissement de cet équipement et tous les équipements similaires devra être intégré dans la maintenance préventive.</p> <p>Lors du redémarrage de la ligne 2 et dans l'attente d'une solution pérenne de stockage des REFIOM, les REFIOM vont être stockés dans des big bags.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet